

Explosion à Natanz (Iran)

Téhéran sollicite Interpol dans sa traque de l'auteur présumé



©
D.R.

Les autorités iraniennes ont sollicité l'aide d'Interpol dans leur traque du principal suspect concernant l'explosion du 11 avril au complexe nucléaire de Natanz, imputée à Israël, a rapporté ce dimanche le quotidien Kayhan. Samedi, la télévision d'État iranienne a publié la photo d'une personne dénommée "Réza Karimi", 43 ans, affirmant qu'il était "l'auteur de l'acte de sabotage" dans les installations nucléaires de Natanz, dans le centre du pays. Ce suspect a "fui" avant l'incident et a été identifié "grâce aux efforts des (officiers) du ministère des Renseignements" de la République islamique.

Les mesures nécessaires pour "son arrestation et extradition" "sont en train d'être prises par les voies légales", a ajouté la même source, sans autres détails. Dimanche, le journal ultraconservateur Kayhan a précisé qu'une démarche avait été "effectuée auprès de la police d'Interpol" afin de permettre l'arrestation du suspect, là encore sans autres indications. Saisie par un État membre, l'organisation policière internationale peut émettre divers types de "notices", notamment des "notices rouges" qui sont des demandes d'arrestation en vue de l'extradition de suspects. Dimanche matin, aucune "notice rouge publique" sur ce dossier de Natanz ne figurait toutefois sur le site d'Interpol, dont le siège est à Lyon (centre-est de la France).

Aucune autre information n'était disponible en Iran, où le ministère des Renseignements n'a pas communiqué officiellement sur le sujet. Lundi, l'Organisation iranienne de l'énergie atomique (OIEA) avait déclaré que "le centre de distribution d'électricité" de l'usine de Natanz avait été touché la veille par une "petite explosion", faisant état de dégâts "rapidement" réparables.

Les autorités iraniennes, qui n'ont pas confirmé les circonstances de l'attaque ni le mode opératoire, ont ensuite

ouvertement accusé Israël d'avoir mené un acte de "terrorisme" ayant endommagé des centrifugeuses utilisées pour enrichir de l'uranium, promettant de se venger. Téhéran a accusé l'État hébreu de chercher ainsi à saborder les discussions visant à remettre sur les rails l'accord international de 2015 sur le programme nucléaire iranien, que les États-Unis de Donald Trump ont quitté avec fracas en 2018. En représailles à cette "attaque", Téhéran a décidé de rompre davantage avec les engagements pris à Vienne en produisant désormais de l'uranium enrichi à 60%. Samedi, des participants aux pourparlers de Vienne ont néanmoins fait état de "progrès", sans plus de précisions.

L'Iran, qui est accusé de chercher à se doter de l'arme atomique, assure que son programme nucléaire est strictement civil.

AFP